

Annexe III

* Entreprises réalisant les travaux

- Maçonnerie : Domus Ars, 100, rue Jean-Jaurès - 16600 Magnac-sur-Touvre
- Restauration des décors peints : Rosalie Godin, 1 Labellie - 33420 Lugaingnac

* Échéancier des travaux

- Tranche ferme : début février à décembre 2021
- Tranche conditionnelle : 2022

* Calendrier prévisionnel de leur paiement :

- 30 % d'acompte
- 30 % mi-travaux
- 40 % fin des travaux

La propriétaire,
Marie-Florence de Labrouhe

Convention de mécénat n° 2021-320R du 1^{er} février 2021 passée pour le château de Puymartin entre la Demeure historique et la société civile immobilière du château de Puymartin, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le cabinet mythologique (chambre lambrissée située au deuxième étage) du château de Puymartin - 24200 SARLAT, classé par arrêté du 1^{er} mars 1977, dénommée ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- la Demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 puis le 13 juillet 2016 par le ministre chargé du budget en application du 2^{bis} de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par Armelle Verjat, déléguée générale, dûment habilité par le conseil d'administration, dénommée ci-après « la Demeure historique » ;
- la société civile immobilière du château de Puymartin, propriétaire du monument dont le siège se trouve au Château de Puymartin - 24200 Sarlat, représentée par sa gérante Bernadette Rouchon, 32, rue de la République 24200 Sarlat, dénommée ci-après « la société civile » ;
- les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :
 - . M^{me} Bernadette Rouchon - 32, rue de la République 24200 Sarlat : 1 part en pleine propriété et 1 450 parts en nue-propriété

- . M. Xavier de Montbron - Château de Puymartin, 24200 Sarlat : 1 part en pleine propriété et 1 450 parts en nue-propriété
- . M^{me} Nicole de Montbron, Château de Puymartin, 24200 Sarlat : 2 900 parts en usufruit soit 2 902 parts, dénommés ci-après « les associés ».

I Programme des travaux

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrits et évalués à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur les parties classées du monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées.

La société civile s'engage à informer la Demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de la Demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

II Financement des travaux

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de la Demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile s'engage, pour le cas où le total de l'aide fournie par la Demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 4. - La société civile déclare sous sa responsabilité que ni elle, ni d'autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, n'ont réalisé de recettes commerciales excédant 60 000 € pour l'année civile 2020. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié dans le monument qui puissent remettre en cause sa gestion désintéressée.

III Engagements de la société civile

Art. 5. - La société civile s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques et les dons de mécénat de

80 % pour chaque phase des travaux ; la société civile reste néanmoins libre de commencer les travaux dans l'hypothèse où ce taux n'est pas atteint, à charge pour elle de trouver les financements complémentaires nécessaires ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à la Demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Art. 6. - Compte tenu des empêchements énumérés par le *Bulletin officiel des finances publiques* pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à la Demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle à l'égard de chacun des mécènes.

III.1 Engagement de conservation du monument

Art. 7. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver la totalité des parts de la société civile pour cette même période.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble ou des parts, au démembrement de leur propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à leur échange, à leur apport en société, à la cession de droits indivis.

III.2 Engagement d'ouverture au public du monument

Art. 8. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile sera tenue d'effectuer les démarches prévues par la réglementation pour informer le public.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées

à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées européennes du patrimoine, notamment).

IV Inexécution des obligations la société civile

Art. 9. - La société civile s'engage à informer la Demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 7 de la présente convention, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Les associés s'engagent à informer leurs héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 7 et 8 et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 10. - En cas de succession incluant les parts de la SCI propriétaire du monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 7 et 8 pour la durée restant à courir. En cas de donation desdites parts, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si cet engagement n'est pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 11 deviendra exigible.

Art. 11. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 4 et 6 la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, aux ayants-droits des associés, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 4 et 6, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 7 et 8, la société civile devra rembourser à la Demeure historique le montant des règlements

pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 12. - Les associés s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

V Surveillance des travaux

Art. 13. - La Demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative et de faire valoir ses droits en conséquence.

VI Modalités de paiement

Art. 14. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le gérant de la société civile, ou tout autre personne désignée par elle, les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à la Demeure historique, qui réglera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, la Demeure historique réglera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure historique aux entrepreneurs dans leurs déclarations d'impôt sur le revenu. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

En cas de mécénat de compétence ou de mécénat en nature, la Demeure historique émettra un reçu fiscal comportant l'identité de l'entreprise donatrice, la(les) date(s) du don, la description physique (nature et quantités) des biens et services reçus qu'a acceptés la société civile sans mention de leur valeur, sur présentation d'un récapitulatif des travaux réalisés établi par l'entreprise mécène et visé par l'architecte et la société civile. Pour ses frais de gestion, la Demeure historique facturera à la société civile la somme de 150 € pour chaque reçu fiscal émis.

Art. 15. - Avant de régler une facture, la Demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires d'architectes correspondants et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du gérant de la société civile se trouvant engagée par leurs visas.

VII Contreparties du mécène

Art. 16. - *(Sans objet).*

VIII Frais de gestion de la Demeure historique

Art. 17. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile et des frais de gestion concernant le mécénat de compétence mentionnés à l'article 14, la Demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 4 % sur la fraction de chaque don reçu inférieure ou égale à 10 000 € et 2 % sur la fraction excédant ce montant et ce quelles que soient les modalités de collecte des fonds.

Un taux différent pourra être appliqué en cas de don reçu de mécènes étrangers.

IX Dispositions diverses

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ces derniers, de tout ou partie des frais d'avocats et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure historique au sujet des travaux ou de ses résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

X Exclusivité

Art. 19. - La société civile s'engage à ne pas signer de convention de mécénat portant sur les mêmes travaux que ceux mentionnés à l'annexe 1 avec d'autres structures habilitées.

Le non-respect de cette clause entraînerait la rupture immédiate de la présente convention.

XI Communication et publication de la convention

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site *mecenatmh.fr* (et, si elle le souhaite, sur celui de la société civile) et pourra être remise aux mécènes pressentis. La Demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

XII Entrée en vigueur de la convention

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus

par elle et diminués des frais de gestion prévus à l'article 17.

XIII Litiges

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le *Guide juridique du mécénat en faveur des monuments historiques privés* de la Demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux propriétaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La déléguée générale de la Demeure historique,
Armelle Verjat
La gérante et associée,
Bernadette Rouchon
Les associés,
Xavier et Nicole de Montbron

Annexe I : Programme des travaux

Le programme de travaux de restauration porte sur le cabinet mythologique située au deuxième étage du château de Puymartin. Une étude préalable est nécessaire à l'établissement de ce programme. Sur la base de cette étude, un programme de travaux sera défini ; la présente annexe sera alors complétée par la signature d'un avenant.

Prestations	Montant HT (€)
Relevés sur site (mètres/dispositions actuelles)	350,00
Établissement des plans en format informatique	700,00
Établissement d'un état sanitaire précis des supports (prise de connaissance des décors et étude des modes d'assemblage ; étude de l'origine des pathologies ; reportage photographique)	2 092,00
Établissement d'un état sanitaire précis de la couche picturale (analyse des pathologies en place sur le décor peint ; constat d'état ; analyse stratigraphique et essais de nettoyage ; dossier photographique ; établissement d'un protocole de restauration)	2 700,00
Mise en forme graphique des pathologies	1 400,00
Rédaction du rapport explicatif	1 400,00
Chiffrage des travaux de restauration sur devis d'entreprises et montage du dossier de programmation	710,00
Accompagnement de la MOA pour les demandes de subvention auprès de la DRAC	350,00
Sous Total HT	9 702,00
TVA 20 %	1 940,00
Total TTC	11 642,00

La gérante et associée,
Bernadette Rouchon
Les associés,
Xavier et Nicole de Montbron

Annexe II : Plan de financement

Financement	%	Montant (€)
Mécénat	30	3 492,60
DRAC	50	5 821,00
Autofinancement	20	2 328,40
Total	100	11 642,00

La gérante et associée,
Bernadette Rouchon
Les associés,
Xavier et Nicole de Montbron

Annexe III*** Entreprises réalisant les travaux**Étude :

Cabinet APGO - Architecture & Patrimoine
120, boulevard Henri-Sellier - 92150 Suresnes

Les ateliers de la Chapelle (ateliers de menuiserie,
ébénisterie d'art) Mélissa Donadeo - Restauratrice de
peintures murales

*** Échéancier des travaux**

Début de l'étude : Avril 2021

*** Calendrier prévisionnel de leur paiement**

Acompte : 30 %

Fin de l'étude : 70 %

La gérante et associée,
Bernadette Rouchon
Les associés,
Xavier et Nicole de Montbron

Convention du 2 février 2021 entre la Fondation du patrimoine et Marie Talon, propriétaire, pour l'ancienne chapelle du xiv^e siècle à Daumeray(49).

Convention entre :

- M^{me} Marie Talon, personne physique, domiciliée
3, rue du Pin, 49000 Angers, propriétaire d'un
immeuble ayant reçu le label de la Fondation du
patrimoine en date du 23 décembre 2020, ci-dessous
dénommé « le propriétaire »

et

- la Fondation du patrimoine, ayant son siège social au
n° 153 bis, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-
sur-Seine et représentée par son délégué régional des
Pays de la Loire, M. Jean-Pierre Beaussier.

Préambule

Conformément aux dispositions des articles 200
et 238 bis du Code général des impôts (CGI), les

dons versés à la Fondation du patrimoine en vue de
subventionner la réalisation des travaux de conservation
et de restauration prévus par les conventions conclues
en application de l'article L. 143-2-1 du Code du
patrimoine entre la Fondation du patrimoine et les
propriétaires privés des immeubles, ouvrent droit à
réduction d'impôt.

Ces conventions conclues entre la Fondation du
patrimoine et les propriétaires privés portent sur les
immeubles bâtis classés monuments historiques, inscrits
à l'inventaire supplémentaire ou ayant reçu le label de la
Fondation du patrimoine conformément aux dispositions
de l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction
d'impôt, l'attestation prévue au 5 de l'article 200 du
CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif
les parties ont décidé de conclure une convention
conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du
patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble ayant reçu le
label de la Fondation du patrimoine sis à l'adresse
suivante : Lieu-dit La Chapelle des Mirés, 49640
Daumeray-Morannes.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision d'octroi
de label en date du 23 décembre 2020 dont copie est
jointe à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195
pris pour l'application de l'article L. 143-2-1 du Code
du patrimoine et relatif aux conventions conclues avec
la Fondation du patrimoine et certaines fondations
ou associations en faveur de la restauration de
monuments historiques privés ou ayant reçu le label de
la Fondation du patrimoine, le propriétaire a fourni les
éléments suivants figurant en annexe I de la présente :

- le descriptif détaillé des travaux de restauration et
de conservation des immeubles, conformément à la
décision d'octroi de label en date du 23 décembre 2020 ;
- l'estimation du coût desdits travaux ;
- l'échéancier de réalisation et de paiement desdits
travaux ;
- les coordonnées des entreprises qui réaliseront lesdits
travaux.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de
cinq années civiles à compter de la date d'octroi du